

Chapitre 9 - Les sources et les limites de la croissance économique

Notions :

- La croissance
- Les ressources renouvelables et les non renouvelables
- Le développement durable
- Le progrès technique
- L'innovation
- Les droits de propriété
- La pauvreté absolue et relative

1. Les rouages de la croissance économique

La croissance économique, moteur du développement et du bien-être des sociétés, s'alimente de trois sources principales :

- **L'accumulation des facteurs de production**

Pour accroître leur production, les entreprises ont besoin de mobiliser davantage de facteurs de production, à savoir le travail et le capital.

- **Le travail** : Augmenter le nombre de travailleurs disponibles ou accroître leurs compétences par la formation permet d'augmenter la production.
- **Le capital** : Investir dans des machines, des infrastructures et des technologies plus performantes permet de produire davantage avec moins de travail, améliorant ainsi la productivité.

- **Le progrès technique : innover pour mieux produire**

Le progrès technique désigne l'ensemble des innovations qui permettent de produire plus avec les mêmes ressources, ou de produire de nouveaux biens et services.

- **L'amélioration des techniques de production** : De nouvelles machines, des procédés plus efficaces ou une meilleure organisation du travail permettent d'accroître la productivité.

- **L'innovation en matière de produits** : L'introduction de nouveaux produits répond à de nouveaux besoins ou à de nouvelles attentes des consommateurs, stimulant la demande et la croissance.
- **Le rôle crucial des institutions**

Un cadre institutionnel favorable à l'investissement, à l'innovation et à la formation est indispensable pour stimuler la croissance.

- **Les droits de propriété** : Garantir des droits de propriété clairs et protégés encourage les entreprises à investir dans la recherche et le développement, en leur assurant la possibilité de profiter des fruits de leurs innovations.
- **Un système financier stable** : Un système financier efficient permet aux entreprises de mobiliser des fonds pour financer leurs investissements, favorisant ainsi la croissance économique.
- **L'éducation et la formation** : Investir dans l'éducation et la formation des travailleurs permet de développer leur capital humain, facteur clé de l'innovation et de la compétitivité économique.

2. Les limites du modèle de croissance actuel

2.1. Les déséquilibres sociaux

- Les inégalités sociales au niveau mondial

La richesse est très inégalement répartie dans le monde.

Par exemple, si le PIB par habitant est très élevé en Amérique du Nord et en Europe, il reste relativement faible en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Le PIB en Amérique du Nord est 20 fois plus élevé que celui de l'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne.

Ces différences de niveau de vie se traduisent par des inégalités dans l'accès aux soins, à l'éducation, à l'eau et dans la satisfaction des besoins alimentaires.

Les pays émergents ont réussi à rattraper les pays développés en termes de croissance du PIB. C'est le cas de la Chine et de l'Inde, qui connaissent des taux de croissance supérieurs à 7 % par an. La croissance a ainsi permis de faire baisser **la pauvreté absolue** : le nombre de pauvres vivant en dessous de 1,90 dollar par jour a considérablement diminué.

- Les inégalités sociales au niveau national

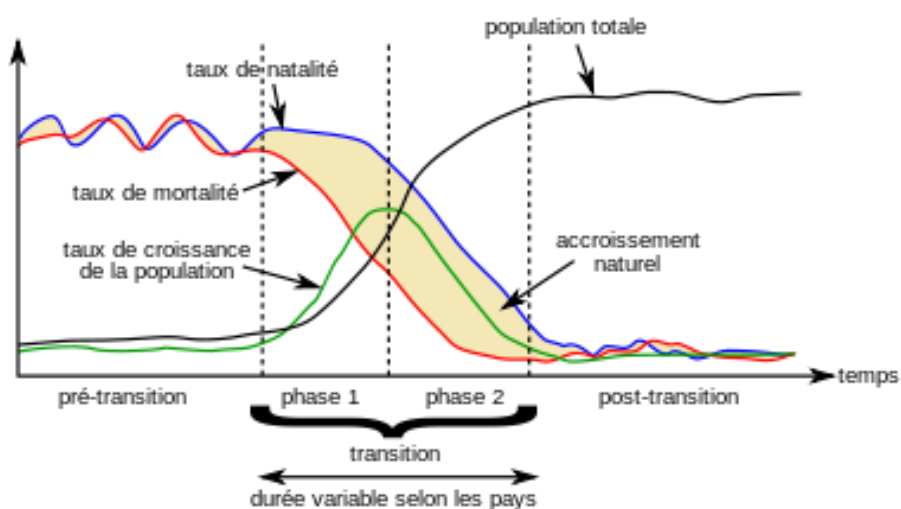
Au niveau national, il existe également dans chaque pays des disparités dans la répartition des revenus.

Par exemple, si les pays de l'Europe du Nord maintiennent des écarts modérés entre les revenus les plus faibles et les revenus les plus élevés, les écarts sont importants en Inde ou aux États-Unis par exemple.

Toutefois, des inégalités persistent entre les pays et à l'intérieur des pays. **La pauvreté relative**, c'est-à-dire le nombre de personnes se situant en dessous du revenu médian, a augmenté.

2.2. Les déséquilibres démographiques

En un siècle, la population mondiale a considérablement augmenté en raison principalement des progrès de la médecine qui ont permis de réduire la mortalité et de contrôler les naissances. Mais en fonction des pays, l'évolution est contrastée :



Les pays en développement connaissent une forte croissance démographique (phase de transition) alors que les pays développés voient leur population stagner, voire régresser comme le Japon par exemple (post-transition). Dans ces pays, la natalité diminue et l'espérance de vie augmente ce qui entraîne un vieillissement important de la population.

Ces évolutions ne sont pas sans effet sur la croissance :

Le vieillissement de la population pose la question du financement des retraites, des dépenses de santé et du maintien des capacités de production du pays.

L'ouverture des frontières aux migrants des pays les plus pauvres a été entrevue comme une solution, mais elle pose un problème d'intégration et d'accès à l'emploi.

Une croissance démographique non contrôlée (Afrique, Asie) peut entraîner des risques environnementaux (pollutions), d'une diminution des ressources naturelles...

2.3. Les déséquilibres écologiques

La recherche de la croissance a entraîné une forte consommation de ressources naturelles, consommation d'autant plus importante que la demande est en hausse en raison du développement des pays émergents d'une part et de l'évolution démographique d'autre part.

Mais ces ressources ne sont pas inépuisables et l'on s'interroge aujourd'hui sur la raréfaction de l'énergie, de certaines matières premières, de minerais..., voire de leur épuisement.

Au niveau agricole, le recours massif aux engrais afin de toujours produire plus a entraîné une forte dégradation de certaines terres. Ce phénomène associé à la production croissante d'agrocarburants conduit les multinationales à chercher à acquérir de nouvelles terres dans des pays en développement, entraînant l'expropriation des petits producteurs locaux.

3. La nécessité d'un développement durable

3.1. La notion de développement durable (ou croissance soutenable)

Le développement durable est un développement qui permet de **satisfaire les besoins des générations actuelles sans compromettre la satisfaction de ceux des générations futures.**

Le développement durable agit en intégrant trois dimensions en même temps :

- Une dimension **économique** : il s'agit de maintenir une activité économique performante, les entreprises doivent poursuivre leur croissance, mais différemment.
- Une dimension **humaine et sociale** : il faut assurer un développement équitable qui éviterait l'exclusion. Par exemple en assurant la formation des salariés, en contribuant au développement de tous les pays.
- Une dimension **environnementale** : il est ici question de rechercher de nouveaux modes de production qui économisent les ressources, privilégient des ressources renouvelables, limitent la pollution.

3.2. Les indicateurs du développement durable

- Les limites du PIB

Le PIB est un indicateur économique permettant de mesurer la production de richesses d'un pays.

Le PIB est un indicateur contesté en matière de développement durable. En effet, le PIB ne comptabilise pas les atteintes à l'environnement par exemple, ni le bien-être de la population.

Il augmente dès lors qu'une production augmente qu'elle soit bénéfique ou non. Il a donc fallu réfléchir à d'autres indicateurs.

- L'IDH

L'indice de développement humain (IDH) est un indicateur multicritère, il prend en compte le niveau d'éducation d'une population, son niveau de vie et son espérance de vie.

On distingue :

- Les pays à IDH très élevé comme la France.
- Les pays à IDH élevé comme le Brésil.
- Les pays à IDH moyen comme l'Algérie.
- Les pays à faible IDH comme le Sénégal.

- Le PIB vert

Le PIB vert est un indicateur multicritère qui prend en compte la production, mais aussi le capital humain et le capital environnemental d'un pays.

3.3. Les instruments du développement durable

Pour mettre en place le développement durable, divers instruments sont utilisés.

- Les réglementations

Le droit français et le droit européen ont édicté des règles permettant d'imposer des mesures respectueuses de l'environnement par exemple, comme le tri des déchets.

- Les normes et labels

Des normes et labels peuvent être attribués aux entreprises comme le label NF environnement par exemple pour celles qui mettent en place une production respectueuse de l'environnement, ou comme le label Top employeur pour celles qui mènent une politique de ressources humaines exigeante.

- Les taxes et permis négociables

Enfin, il est possible d'inciter les agents économiques à privilégier certaines productions ou consommations :

- en taxant les activités à éviter, c'est le cas avec le « bonus malus écologique » pour l'achat de véhicules automobiles,
- en distribuant des permis d'émissions de CO₂ ou de pêche aux entreprises que celles-ci peuvent vendre (négociables) si elles ne les utilisent pas dans le cadre d'enchères particulières. Cela incite les entreprises à se moderniser.